

L'AFRIQUE DANS LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE MONDIALE

PIERRICK BARATON*
JEAN-MICHEL SEVERINO**

En moins de dix ans, les perceptions relatives à l'Afrique se sont étonnamment transformées. Dans les années 1990, le continent était unanimement perçu comme le fonds de panier du monde, un agrégat indifférencié de pays en situation d'échec profond et sans doute définitif, affligés par une pauvreté absolue et des conflits incessants. Ces pays subissaient une tutelle économique et politique des anciennes puissances coloniales – et de l'Union soviétique du temps de sa splendeur – comme des institutions de Bretton Woods. Considéré comme vide, pauvre et rural, le continent subsaharien ne pouvait jouer aucun rôle dans l'avenir de notre planète. À peine pouvait-on craindre les impacts éloignés des conflits qui l'agitaient et s'intéresser, à la marge, à ses ressources minières ou pétrolières. Seule l'Afrique du Sud échappait à cette vision pessimiste, compassionnelle et superficielle – la partie nord du continent appartenant davantage à l'univers méditerranéen qu'africain proprement dit.

La fin des années 2000 a vu les investisseurs du monde entier se précipiter vers ce qu'ils considèrent désormais comme la nouvelle frontière émergente. L'Afrique est le continent du monde où les investissements étrangers progressent le plus. La presse et les médias se font continûment les témoins de ses transformations. Ils minimisent ou relativisent désormais les crises politiques persistantes. La crise mondiale des ressources naturelles place l'Afrique au cœur des préoccupations d'une proportion croissante d'acteurs politiques et économiques. On voit dans ce continent le futur remplaçant de la Chine et des pays d'Asie du Sud-Est dans la chaîne de valeurs manufacturière mondiale, ainsi qu'une solution structurelle aux déséquilibres macroéconomiques planétaires. Les visites des grands de ce monde s'y succèdent. La Chine en a fait l'un de ses objectifs extérieurs premiers :

* Économiste, Investisseurs & Partenaires.

** Gérant, Investisseurs & Partenaires.

Cet article a été réalisé avec le concours de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI).

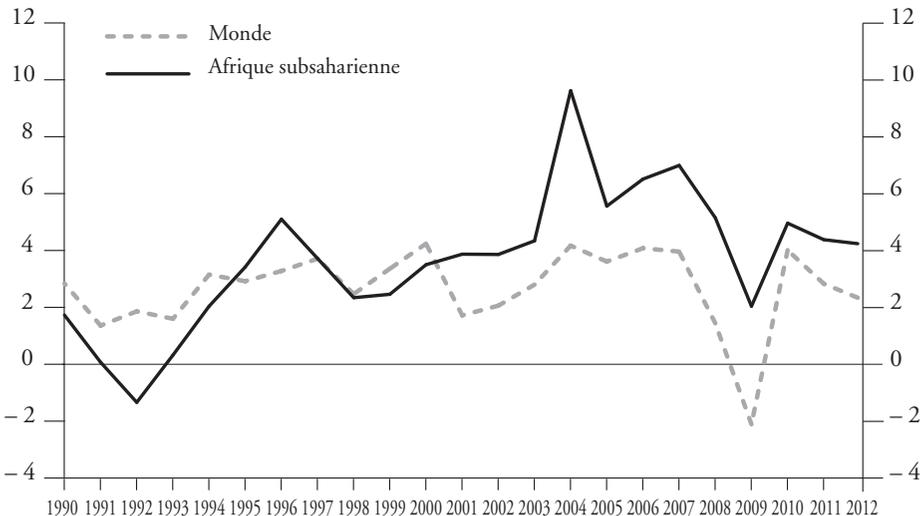
c'est à l'Afrique que le nouveau président de la République populaire a consacré son premier voyage hors de son pays.

Que s'est-il donc passé ? Quelles sont les conséquences géopolitiques de cette transformation ? Cet article tentera de lever un voile sur ce que le continent africain nous réserve. Bien entendu, nul ne peut prétendre préécrire le destin mondial. Mais l'éveil de l'Afrique introduit des cartes nouvelles dans le jeu de poker, assurément menteur, de la géopolitique planétaire. S'il n'est pas possible de savoir comment elles seront jouées, il est possible d'indiquer comment elles sont distribuées.

LE GRAND RENVERSEMENT

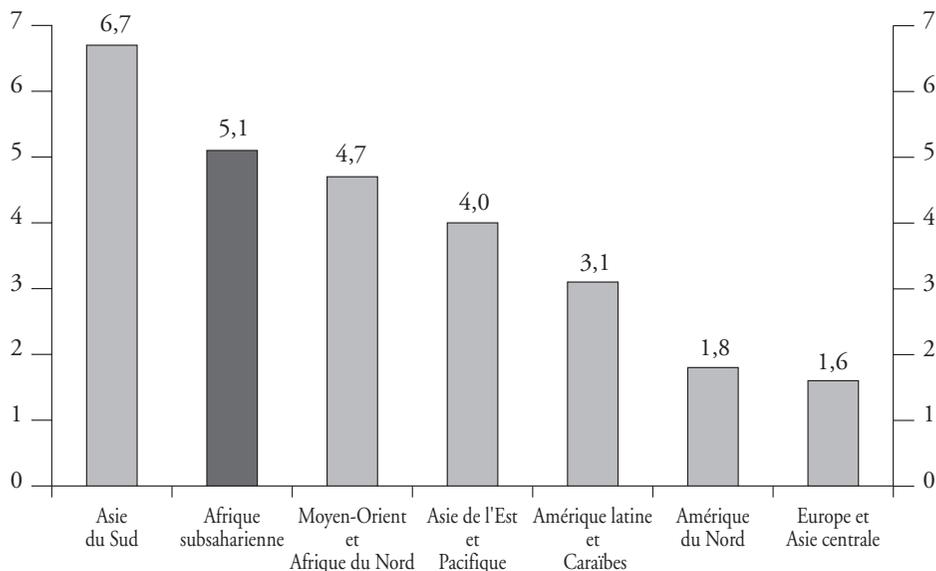
Depuis les années 2000, l'Afrique subsaharienne étonne par sa vigueur économique. Elle est aujourd'hui l'une des zones les plus dynamiques du monde. Avec une croissance du PIB de 5,1 % en moyenne par an, elle n'est devancée que par l'Asie de l'Est. Parmi les dix pays du monde dont la croissance économique a été la plus rapide entre 2000 et 2010, cinq se trouvent en Afrique subsaharienne : Guinée Équatoriale (12,3 % par an), Angola (9,3 % par an), Tchad (8,8 % par an), Nigeria (7,4 % par an) et Éthiopie (6,9 % par an). Les prévisions du FMI (Fonds monétaire international) pour 2014 et 2015 font même état d'une accélération de la tendance.

Graphique 1
Taux de croissance du PIB réel, 1990-2012
(en %)



Source : Banque mondiale.

Graphique 2
Taux de croissance annuel moyen du PIB réel, 2000-2012
 (en %)



Source : Banque mondiale.

Des facteurs de croissance très structurels

La croissance de l'Afrique subsaharienne est alimentée par trois facteurs principaux. Tout d'abord, le contexte macroéconomique s'est sensiblement assaini. Fruit des politiques d'ajustement structurel, le taux d'inflation est passé sous la barre des 10 % depuis 2004 (contre 27 % sur la période allant de 1990 à 2000). L'endettement extérieur des États a fortement diminué grâce à l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) et au renforcement des administrations nationales (l'endettement des États ne représentait plus que 22 % du PIB en 2012, contre 63 % en 2002). Les économies ont été profondément libéralisées, en interne comme en externe, le secteur public a été violemment contracté, tandis que l'environnement des affaires s'améliore continûment (par exemple, les délais pour faire enregistrer ses droits de propriété ont été divisés par deux sur les dix dernières années)¹.

La hausse des prix des produits de base a également joué un rôle important. Sous l'effet d'une demande croissante des pays émergents en matières premières, les termes de l'échange des pays d'Afrique subsaharienne ont augmenté de 79 % depuis 2000².

Cependant, l'exportation des ressources naturelles n'est pas le principal moteur de la croissance économique. Ainsi, la Banque africaine de dévelop-

pement (BAD) estime à 35 % la contribution des ressources naturelles à la croissance économique du continent depuis les années 2000 (OCDE, 2013) et le FMI souligne que les pays faiblement dotés en ressources naturelles ont également connu une croissance économique significative (FMI, 2013).

De nouveaux éléments contribuent donc à cette embellie économique. Une demande intérieure émerge sous l'impulsion de la consommation des ménages (la consommation privée des ménages par habitant a augmenté de 25 % depuis 2000)³ et de l'investissement des entreprises. Ces débouchés inédits permettent au secteur privé africain de se présenter comme un relais de croissance. L'entrée dans l'ère du « dividende démographique » (l'amélioration du rapport « actif/inactif » lié à l'amorce de la baisse de la natalité), la densification des territoires et l'urbanisation sont également trois phénomènes aux bénéfices économiques prodigieux.

Certains objectent que la croissance du continent s'accompagne de faibles gains de productivité, ce qui revient à dire que le processus d'industrialisation est limité. Le récent rapport du *think tank* ghanéen African Center for Economic Transformation (ACET, 2014) montre ainsi l'importance du processus de désindustrialisation qui a frappé l'Afrique dans les trente dernières années, ainsi que la faiblesse de la transformation productive, dans les pays bénéficiaires de revenus, des ressources naturelles. Mais ces réalités doivent être mises en perspective avec la croissance des investissements asiatiques dans le secteur manufacturier, particulièrement en Afrique orientale, et avec l'élévation continue des investissements internationaux en dehors des industries extractives.

Par ailleurs, la perception de la faiblesse des gains de productivité doit être nuancée. L'Afrique subsaharienne n'est pas en marge des progrès technologiques. Par exemple, c'est le marché dans le monde affichant la plus forte progression des téléphones mobiles. En 2012, on estimait à 60 % la proportion d'Africains ayant un téléphone mobile, 50 % de plus qu'il y a trois ans. Ce développement se fait sous l'impulsion d'investissements importants dans les télécoms (8 Md\$ sont investis par an depuis 2000 sous forme de partenariat public-privé)⁴. La diffusion à grande échelle de cette nouvelle technologie permet le développement de nouveaux services notamment en trait avec l'intermédiation financière, comme en témoigne le succès du *mobile banking*.

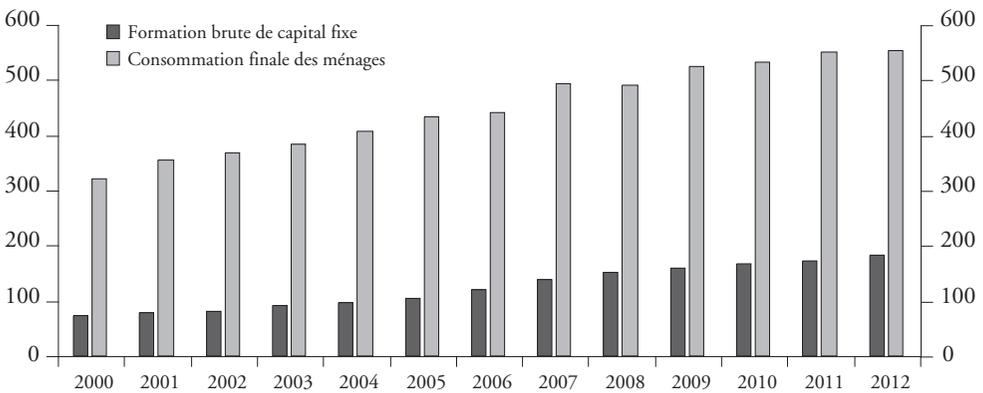
Une explosion des investissements privés

La dynamique africaine a par ailleurs commencé à changer la perception des investisseurs internationaux sur les perspectives du continent africain. Les investissements directs étrangers (IDE) ont été multipliés par 6 depuis 2000, s'élevant à 41 Md\$ en 2012, soit 3 % du total des IDE mondiaux. Bien que relativement faible, cette proportion connaît elle aussi une forte augmentation.

Dans ce contexte d'émulation économique, le capital-investissement devient un acteur significatif du financement du secteur privé. Les fonds levés à

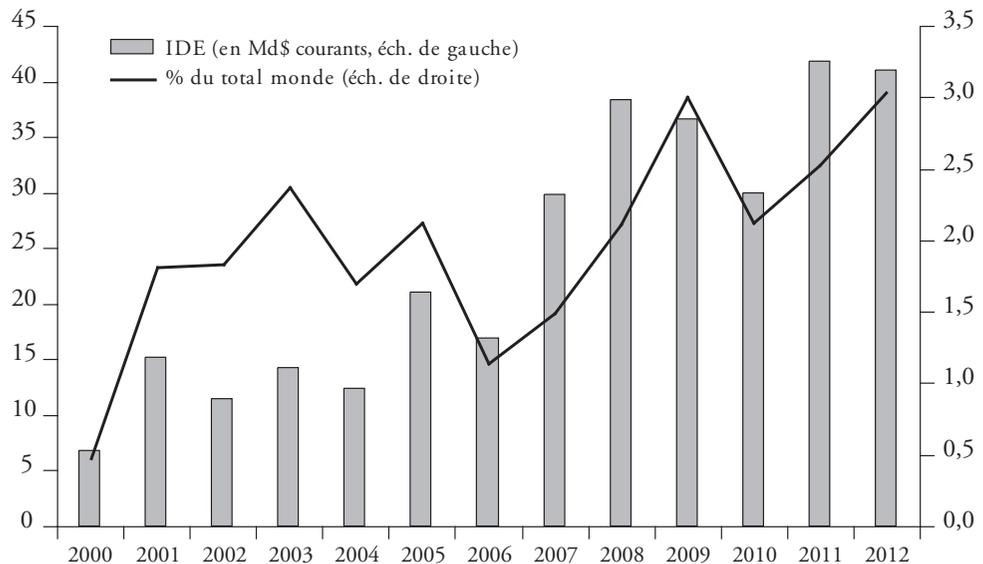
destination de l'Afrique subsaharienne ont été multipliés par 15 entre 2002 et 2008⁵ et les montants investis par 5,5 (représentant respectivement 2,2 Md\$ et 2,9 Md\$). Ces investissements se dirigent de manière croissante vers le secteur agro-industriel et manufacturier, ainsi que les infrastructures, même si les industries extractives continuent à représenter une part importante d'entre eux. De nouveaux gains de productivité sont donc en train de se construire progressivement.

Graphique 3
Évolution de la demande intérieure
(en Md\$ constants)



Source : Banque mondiale.

Graphique 4
IDE à destination de l'Afrique subsaharienne



Source : CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement).

DES IMPACTS PROFONDS À VENIR SUR L'ORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL

L'importance de ces transformations ne doit pas masquer le fait que l'Afrique reste affligée par la misère et le retard du développement. Peu de ses pays atteindront les objectifs du millénaire pour le développement en 2015 (BAD, 2013) et l'on estime à 390 Md\$ les investissements en infrastructures nécessaires à moyen terme pour pérenniser la croissance économique⁶.

La croissance du sous-continent demeure par ailleurs affectée par nombre de risques importants, de nature politique (persistance de la conflictualité), environnementale (réchauffement climatique, pressions sur les ressources naturelles) ou macroéconomique (exposition à la volatilité des cours des matières premières). Enfin, la croissance reste inégale entre les pays, tandis que les inégalités internes ont tendance, comme on peut s'y attendre, à s'accroître.

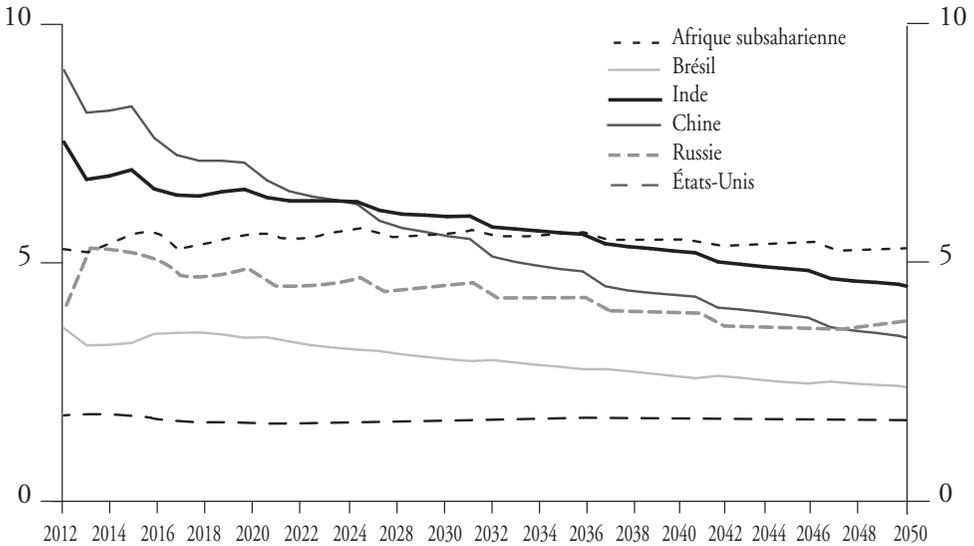
Malgré ces précautions, et ces limites, un scénario central qui pérenniserait sur une longue période une croissance de 5 % à 6 % est crédible quand on considère la force des facteurs structurels sous-jacents du continent. Une nouvelle amélioration des politiques économiques, comme une augmentation de l'investissement en infrastructures, pourrait contribuer à accélérer ce taux de croissance. Ce scénario, combiné à la puissance du souffle démographique, est suffisant pour générer d'importantes conséquences mondiales.

Le basculement du centre de gravité économique mondial

L'Afrique va constituer l'une des cartes les plus significatives des trente prochaines années dans la redistribution du jeu économique mondial. Les tendances économiques et démographiques que nous constatons vont contribuer au basculement du « centre de gravité de l'économie mondiale » des pays industrialisés vers les pays en développement. Sous l'effet d'une forte demande en matières premières et d'une délocalisation croissante des industries de main-d'œuvre des pays d'Extrême-Orient, les pays d'Afrique subsaharienne devraient être parmi les principaux bénéficiaires de ce phénomène.

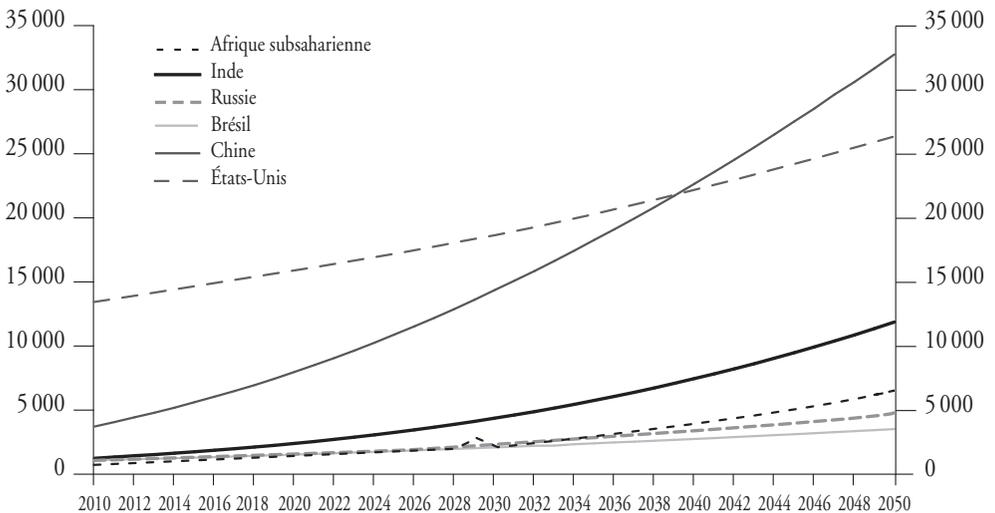
D'ici à 2050, la taille de l'économie du G20 devrait quadrupler et atteindre 160 000 Md\$ (valeur réelle) principalement sous l'effet de la croissance de six pays : Brésil, Chine, Inde, Russie, Indonésie et Mexique (Fouré *et al.*, 2012). L'Afrique subsaharienne devrait simultanément voir son PIB multiplié par 7 pour atteindre quelque 5 000 Md\$ en 2050, soit le niveau actuel du PIB chinois. Avec un taux de croissance économique supérieur à 5 %, elle devrait devenir la région la plus dynamique économiquement (*ibid*). Elle pèsera plus que le Brésil, plus que la Russie et à peine moitié moins que l'Inde, selon les scénarios à long terme du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii).

Graphique 5
Taux de croissance du PIB réel
 (en %)



Source : EconMap 2014, Cepii.

Graphique 6
PIB en volume
 (en Md\$ de 2005)



Source : EconMap 2014, Cepii.

Le plus gros pôle démographique du monde

L'Afrique va devenir le plus gros pôle démographique du monde. Il y aura 2,1 milliards d'habitants en Afrique subsaharienne en 2050, soit 55 % de plus que la Chine et 30 % de plus que l'Inde.

Cette croissance démographique représente pour l'Afrique subsaharienne un immense enjeu économique et humain. Les gouvernements nationaux devront être capables de développer les services adaptés aux besoins sanitaires et alimentaires croissants de leurs citoyens, sous peine de ployer sous le poids d'un « fardeau démographique ».

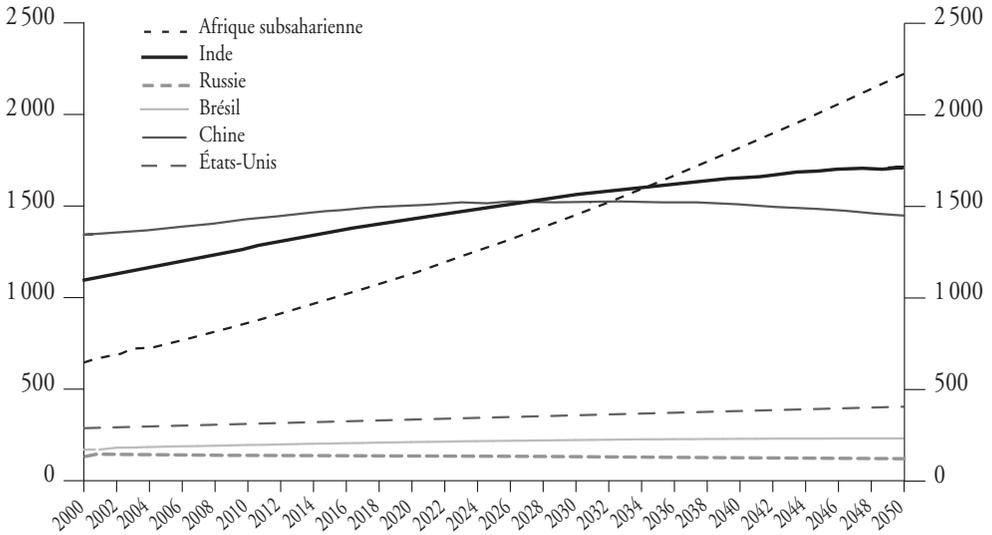
Cependant, bien accompagnée, cette croissance démographique n'en demeure pas moins une source importante d'opportunités. L'augmentation et le rapprochement des facteurs de production au sein des villes devraient générer des gains de productivité substantiels. Avec une population active estimée à 800 millions de personnes en 2050, les pays d'Afrique subsaharienne bénéficieront d'un « dividende démographique » important.

Cette pondération démographique va inéluctablement générer des conséquences mondiales multiformes que l'on peut commencer à énumérer : le nombre absolu des migrants africains dans les mouvements mondiaux va inexorablement augmenter, même si leur part relative reste faible ; l'impact des crises politiques et militaires africaines sur le reste du monde va s'accroître, même si ces dernières diminuent en fréquence ; la participation des entreprises et des personnalités africaines au *business* mondial va considérablement augmenter ; les cultures africaines, dont on connaît la force et la vitalité, seront omniprésentes. La représentation dans la gouvernance mondiale sera également de plus en plus importante : il ne pourra être refusé à l'Afrique subsaharienne sa participation permanente au Conseil de sécurité, sa part de direction des plus importantes organisations globales, etc.

Des classes moyennes qui bougeront la planète

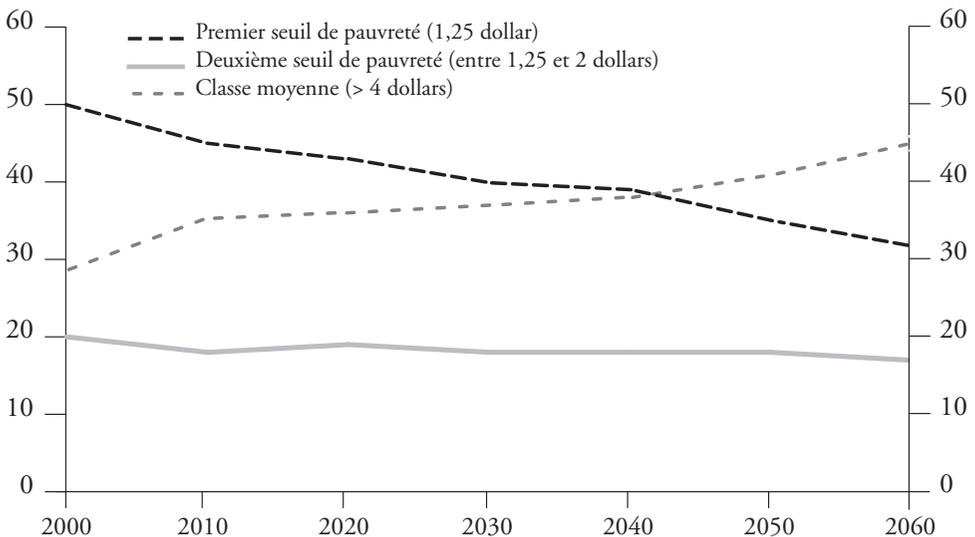
Associée à un environnement économique assaini, cette croissance démographique représente de jeunes consommateurs avec un pouvoir d'achat en forte augmentation. La classe moyenne africaine devrait tripler et atteindre 1,1 milliard d'individus en 2060, contre 355 millions aujourd'hui. Même si pour l'instant 60 % de cette classe peut être considérée comme « flottante », c'est-à-dire avec un revenu journalier entre 2 dollars et 4 dollars, la *global middle class* africaine (revenus supérieurs à 10 dollars par jour) augmentera de 90 % d'ici à 2030, soit 107 millions d'individus pour un marché estimé à 940 Md\$ (trois fois plus qu'en 1990) (Kharas, 2010).

Graphique 7
Population totale
 (en millions d'habitants)



Source : CNUCED.

Graphique 8
Évolution de la classe moyenne en Afrique subsaharienne
 (en % de la population)



Source : BAD.

Ces classes moyennes, demandeuses de biens durables, vont en partie adopter les modes de consommation planétaires. Les grands opérateurs de la distribution européenne et mondiale, de Wal-Mart à Carrefour, sont en train de parfaire les plans qui vont couvrir l'Afrique de *malls* et lui apporter les marques mondiales qu'elle désire consommer.

Un marché qui va tétaniser le reste de la planète – et la France

Rappelons-le : l'Afrique subsaharienne de 2050, c'est la Chine d'aujourd'hui. Sa demande intérieure croissante fait apparaître le sous-continent comme un marché à fort potentiel, amené à polariser une partie des flux commerciaux mondiaux. Entre 2000 et 2012, ses importations en volume ont augmenté en moyenne de 16 % par an, soit le double de la moyenne mondiale et de son rythme sur la précédente décennie.

Certes, estimées à 463 Md\$ en 2012, ces importations ne représentent que 2 % des importations mondiales, loin derrière les 2 000 Md\$ chinois. Mais d'ici à une quinzaine d'années, l'Afrique subsaharienne aura vu son marché intérieur triplé si la tendance observée se confirme. Elle sera une fraction significative du monde de demain, source d'opportunités économiques considérables. Cela sera notamment le cas pour la France qui partage avec l'Afrique une proximité géographique, historique et culturelle importante. Ces liens particuliers se sont traduits par des parts de marché historiquement élevées, même si elles ont été en chute libre durant les dix dernières années, au profit notamment de la Chine.

Soulignons au passage l'enjeu pour nos industries culturelles : le français est la langue officielle de 22 pays d'Afrique subsaharienne dans lesquels vivront 660 millions d'individus en 2050, huit fois plus de francophones qu'en France. Ces populations représentent un marché d'avenir pour l'industrie culturelle française pouvant jouer un rôle analogue à celui du marché états-unien pour Hollywood.

Au-delà de cet exemple, de récents rapports (Sénat, 2013 ; Védrine *et al.*, 2013) soulignent qu'il est possible de créer 200 000 emplois en France dans les cinq prochaines années, 450 000 si nous arrivons à recouvrer nos parts de marché. Il reste encore à savoir si notre secteur financier saura tirer son épingle du jeu.

Le grenier et le sous-sol du monde

Le monde va avoir de plus en plus soif et faim. Les besoins alimentaires et énergétiques mondiaux vont continuer à exploser, tandis que les conséquences du changement climatique vont se faire sentir de manière croissante. Dans ce

contexte, l'ampleur des terres cultivables encore disponibles en Afrique subsaharienne ainsi que le potentiel de gains de productivité des secteurs agricoles locaux placent le continent africain dans une position très favorable.

L'importance des réserves hydroélectriques, de biomasse, solaires permettra aussi au continent d'abriter une part significative de l'industrie énergétivore de la planète. De plus en plus, le « grand jeu » des matières premières va tourner autour du continent africain dans un contexte de gouvernance et de rapports de force qui va profondément évoluer à mesure que se renforcent les structures politiques et administratives africaines.

GÉANT ÉCONOMIQUE, NAIN POLITIQUE ?

Mais cette transformation géoéconomique peut-elle déboucher sur une profonde transformation du poids géopolitique du continent ? Cette perspective est plus douteuse, ou du moins faut-il l'envisager avec plus d'incertitudes. Pour transformer sa très vraisemblable future puissance économique, acquise avec progressivité, en poids politique et en force dans la gouvernance mondiale, le continent subsaharien va devoir composer avec des vents frontaux importants.

Les grands Balkans

Le premier des vents contraires auxquels le continent va faire face est sa décomposition en une multitude d'États aux nationalismes d'autant plus sourcilieux qu'ils sont récents, dans un contexte où l'histoire de la construction étatique africaine reste à écrire. L'unité africaine demeure un rêve et un mythe unificateur tenace, dont les racines s'ancrent dans les « régions réelles » au-delà des frontières. Mais l'intégration, que ce soit au niveau sous-régional ou continental, est une réponse difficile, comme en témoignent le faible acquis et les progrès lents des institutions de coopération régionale. Cependant, n'injurons pas l'avenir. Créditions le continent de la capacité de faire progresser une partie d'entre elles et de créer quelques marchés intégrés régionaux dans les prochaines décennies. Gardons un agnosticisme prudent quant à la possibilité de transformer totalement la donne en considérant quelques facteurs majeurs de difficulté.

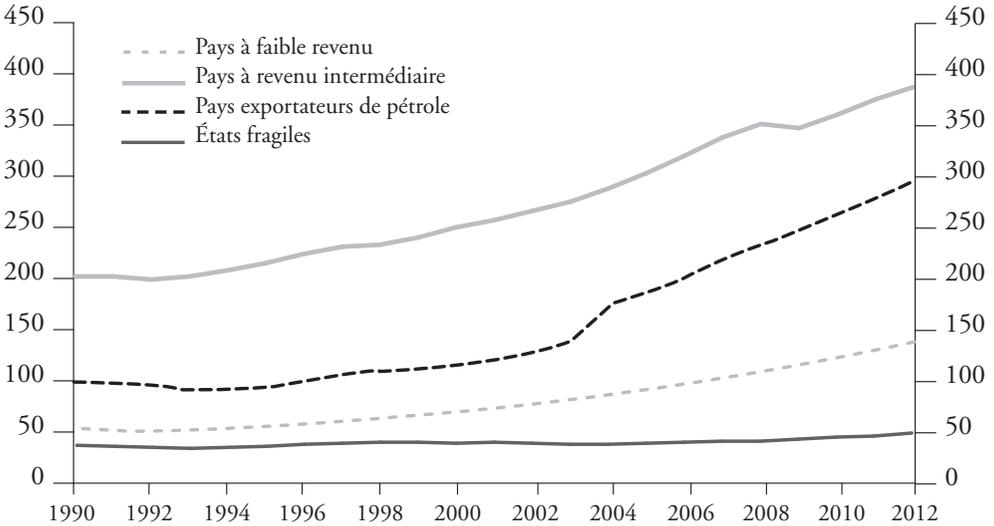
Une hétérogénéité économique importante

Bien que partagée par beaucoup de pays subsahariens, la croissance économique actuelle n'en demeure pas moins hétérogène. Cette tendance va contribuer

à accentuer les divergences que nous pouvons déjà constater entre les différents groupes de pays. Ainsi, les pays à revenu intermédiaire⁷, comme l'Afrique du Sud, le Ghana, le Sénégal, ont vu leur économie croître de 3 % par an, en termes réels, en moyenne ces vingt dernières années, contre 1,3 % pour les États fragiles (Guinée, Liberia, Togo, etc).

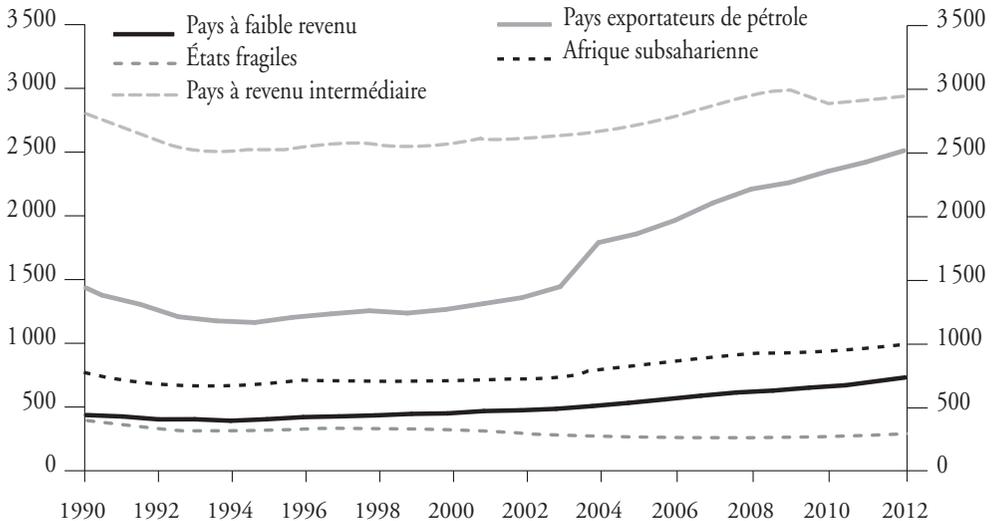
Ce différentiel de croissance illustre qu'une partie importante du continent demeure en retrait des autres nations sur la voie du développement économique et humain. Dans ces pays, souvent en situation de conflit ou postconflit, la pauvreté n'a pas reculé, mais seulement ralenti. Représentant 25 % de la population, mais seulement 6 % du PIB de la zone subsaharienne, ces « États fragiles » incarnent le risque de demeurer des « États faillis », avec les conséquences en termes d'instabilité régionale et internationale que l'on connaît.

Graphique 9
Évolution du PIB par groupe de pays
(en Md\$ de 2005)



Source : Banque mondiale.

Graphique 10
Évolution du PIB/habitant, par groupe de pays
 (en dollars 2005)



Source : Banque mondiale.

Hétérogénéité démographique et politique

Cette hétérogénéité se retrouve également dans les évolutions démographiques. D'ici à 2050, la population subsaharienne aura augmenté de 1,1 milliard d'habitants, faisant émerger de grandes zones de peuplement. Nous pouvons distinguer trois profils de pays selon leur poids démographique et économique.

Le premier profil est celui des « géants », ceux qui compteront une population supérieure à 100 millions d'habitants en 2050.

Avec 440 millions d'habitants et 29 % du PIB continental, le Nigeria sera le champion incontesté de l'Afrique subsaharienne. Puissance démographique et détenteur d'importantes réserves pétrolières (40 % des réserves pétrolières du continent, 3 % des réserves mondiales), il est possible que cet État puisse jouer un rôle comparable à celui du Brésil à l'heure actuelle. En miroir de ce pilier ouest-africain, une zone de 520 millions d'habitants émergera en Afrique de l'Est, composée de l'Éthiopie (190 millions), de la Tanzanie (130 millions), de l'Ouganda (104 millions) et du Kenya (100 millions). Au centre du continent, la République Démocratique du Congo (RDC) dépassera les 150 millions d'habitants.

Ces pays auront une taille critique pour s'affirmer de manière indépendante de leur environnement régional, dans un monde qui sera, quant à lui, majoritairement marqué par la décroissance démographique. Leur tendance à la coopération régionale sera d'abord déterminée par leur capacité à renforcer leur *hinterland* et

à transformer leur poids régional ou continental en influence réelle. Sur ce plan, la relative égalité de puissance des pays de la zone économique de l'Afrique de l'Est devrait leur permettre de passer des compromis et de tirer parti de cette situation exceptionnelle pour continuer à construire une zone intégrée de niveau mondial. Cependant, de par leur taille, ces pays feront face à des défis très importants. Le Nigeria devra, par exemple, réussir à convertir sa rente pétrolière en infrastructures performantes, notamment urbaines. Lagos, sa capitale économique, comptera environ 35 millions d'habitants en 2050, posant des problèmes d'assainissement et de densification sur une superficie déjà équivalente à celle de Paris et de sa petite couronne.

Parmi ces zones majeures de peuplement, la RDC est celle pour qui l'évolution apparaît la plus incertaine. L'immensité de son territoire (quatre fois la France, recouvert à 70 % par la forêt tropicale) et la concentration de zones de peuplement et de ressources naturelles dans des régions éloignées du pouvoir central de Kinshasa soulèvent un ensemble de questions sur le caractère gouvernable de ce pays.

Le second profil correspond au groupe de pays dont la population évoluera entre 40 et 60 millions d'habitants. Cette taille moindre leur permettant de profiter d'un développement rapide, ils auront un poids politique majeur sur le continent. Ce sera le cas du Ghana, de la Côte d'Ivoire, de l'Angola, etc. Sans pouvoir espérer jouer un rôle mondial autonome du destin du continent, ils seront d'importants pôles politiques et économiques, les « Thaïlande » de l'Extrême-Orient, farouches partisans de l'intégration économique dans laquelle ils verront une condition d'exploitation favorable d'un marché intérieur de grande taille sur lequel ils seront plus manœuvrant que les « géants ».

L'Afrique du Sud est un cas particulier de ces États intermédiaires. Pays actuellement le plus développé d'Afrique subsaharienne, il est possible qu'elle perde son *leadership* sous l'effet de la baisse de ses ressources minières et de la montée en puissance du Nigeria. De 34 % actuellement, la part de son économie dans le PIB subsaharien devrait ainsi tomber à 16 % d'ici à 2050. La transformation de son appareil productif nécessitera des investissements importants en infrastructures, notamment afin de mieux valoriser son littoral et de devenir une économie côtière bien intégrée dans les marchés mondiaux (BAD, 2011). Se posera également la question de sa capacité à se spécialiser dans un rôle de place financière. Cette transition économique devra s'opérer sur fond de tensions sociales dans l'un des pays les plus inégalitaires du monde et où une personne sur huit est atteinte du sida.

Enfin, nous pouvons distinguer un troisième groupe composé de pays de moins de 30 millions d'habitants en 2050 et dépourvus de ressources extractives importantes. Ces États, de par leur taille restreinte, pourraient connaître une prospérité notable. Cependant, aucun d'entre eux ne disposera des arguments démographiques ou miniers nécessaires pour jouer un rôle d'importance sur l'échiquier continental, et encore moins international.

Hétérogénéité géopolitique

Le monde extérieur et les Africains eux-mêmes ont pris l'habitude de distinguer principalement une Afrique anglophone et une Afrique francophone, flanquée d'une zone plus modeste lusophone et d'une enclave hispanophone. Cette conception, nourrie d'histoire coloniale et de culturalisme, risque de s'affaiblir au profit d'autres grilles de lecture. L'une d'entre elles a commencé à se fabriquer depuis une dizaine d'années et pourrait continuer à structurer de plus en plus le continent.

D'un côté, en effet, on peut observer la naissance d'une sphère de coprosperité « afro-asiatique », composée des pays bordés par l'Océan indien et de leur *hinterland*. Pour des raisons géographiques, historiques et culturelles, elle lie les populations riveraines de l'Océan indien, voire du Pacifique, aux réseaux récents de la Chine. S'appuyant sur des mouvements de population et des diasporas, cette zone accueillerait de manière prioritaire les entreprises asiatiques désireuses de préserver leurs marges dans un contexte d'augmentation du niveau de vie et des coûts salariaux en Asie. Cette zone, aussi richement dotée que l'Afrique centrale en termes agricoles et miniers, mais plus stable que cette dernière, sera l'objet de tous les soins de la politique chinoise, qui y englobera le Soudan.

Une seconde sphère, « afro-atlantique » cette fois, émergerait de l'autre côté du continent. Moins touché par la sous-traitance indienne et chinoise, cet ensemble accueillerait de manière plus particulière les investissements américains (États-Unis, Brésil) et européens. Dans le cadre d'une plus vaste zone de prospérité atlantique, elle serait spontanément davantage tournée vers les marchés européens et américains du Nord et du Sud. Alors que la première sera quasi exclusivement anglophone, à l'exception peut-être du Mozambique qui aura vocation à s'y intégrer, la seconde sera culturellement plus mixte, à la fois francophone, anglophone (Ghana, Nigeria, etc.), lusophone (Angola, Cap-Vert) et hispanophone.

Bien entendu, le continent restera travaillé par les grands compétiteurs mondiaux, qui s'y planteront de manière générale et transversale. Les zones d'influence historique coloniale conserveront encore longtemps du sens. Les héritages linguistiques seront de puissants facteurs d'union et de désunion. Mais le continent africain est vaste et ses réseaux diversifiés dans des directions différentes. De nouvelles polarisations géo-économico-politiques vont naître et le diviser en des failles et des structures qu'il sera difficile de combler totalement.

LE GÉANT AUX PIEDS FRAGILES

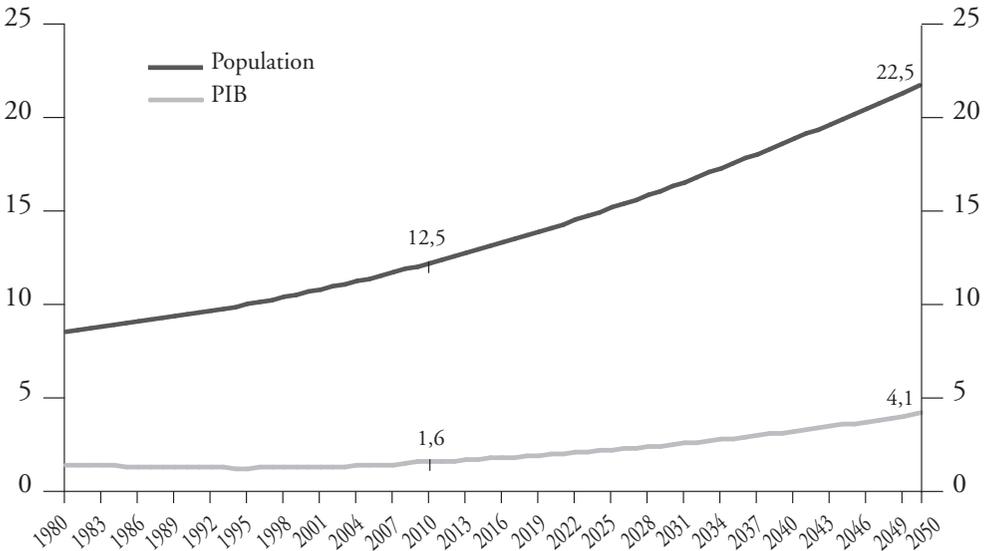
L'hypothétique traduction de la richesse démographique et minière de l'Afrique subsaharienne en une puissance politique s'explique également par l'ampleur des défis de développement qu'il lui reste à relever. Forte de son dynamisme

économique en 2050, elle ne représentera néanmoins que 4 % de l'économie mondiale, contre 23 % de la population, et sera confrontée à des problèmes majeurs affaiblissant sa capacité à émerger sur le plan politique. Passons en revue quelques-uns des plus frappants défis.

Retard dans la transition démographique

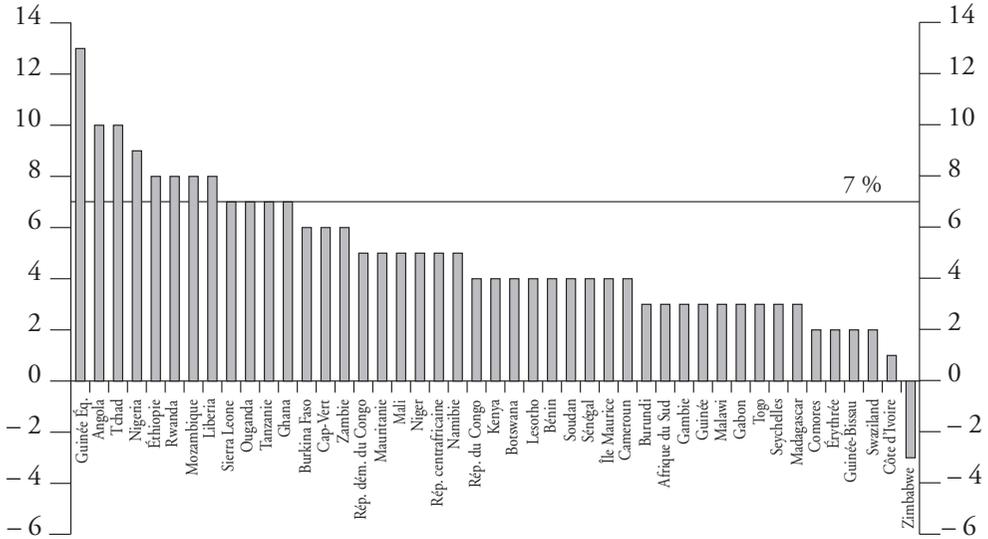
Le premier de ces défis risque d'être le revers de l'atout gigantesque que représente son évolution démographique. Avec 5,2 enfants par femme en moyenne, contre 2,2 pour le reste du monde, l'Afrique subsaharienne accuse toujours un retard important en termes de transition démographique. Autant l'entrée dans l'ère du « dividende démographique » est un puissant accélérateur de croissance, autant la lenteur des pays subsahariens à s'y engager va demeurer une limite importante à la réduction de la pauvreté. Ainsi, on estime à 7 % (AFD, 2011) le taux de croissance économique annuelle nécessaire pour qu'il y ait une réduction significative de la pauvreté. Même si beaucoup de pays jouissent d'une embellie économique importante, ils sont peu nombreux pour l'instant à avoir atteint ce palier.

Graphique 11
Évolution de la part de l'Afrique subsaharienne dans la population
et le PIB mondial
 (en %)



Sources : Cepii ; CNUCED.

Graphique 12
Taux de croissance annuel moyen du PIB réel, 2000-2012
 (en %)



Source : Banque mondiale.

Ces chiffres soulignent que la croissance économique actuelle n'est pas suffisante. Cette situation implique la subsistance, pendant très longtemps, d'une fraction significative de la population au-dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour et par personne et du seuil de 2 dollars qui concrétise l'entrée dans une classe moyenne « flottante ». Cette situation pèsera sur la capacité des États africains à se projeter sur la scène politique internationale en leur interdisant les moyens diplomatiques et militaires de la puissance, mais aussi en les fragilisant sur le plan intérieur, social et politique.

La question égalitaire

La faiblesse relative de la croissance par tête sera politiquement démultipliée par l'accroissement des inégalités intérieures aux pays. La croissance économique se trouve actuellement très inégalement répartie, concentrée dans certains secteurs et zones géographiques, accentuant les inégalités économiques et sociales. Cette tendance semble commune à l'ensemble de la zone géographique. L'Afrique est ainsi devenue la région la plus inégalitaire au monde derrière l'Amérique Latine. Parmi les dix pays au monde où les inégalités se sont accentuées ces dix dernières années, six sont en Afrique (BAD, 2012) : Namibie, Afrique du Sud, Lesotho, Botswana, Sierra Leone et République centrafricaine.

Ces inégalités sont d'autant plus dangereuses qu'elles peuvent recouper des

clivages communautaires, culturels, ethniques, etc. et se transformer en causes de conflits internes ou régionaux. La transformation des inégalités en mouvements de classe, fondés sur des bases ou des justifications idéologiques, est encore loin devant en Afrique. L'univers du communautarisme est plus susceptible de continuer à inspirer des entrepreneurs de guerre, construisant des argumentaires mobilisateurs de nature ethnique, par exemple pour justifier des formes de conflictualité en fait économiques et qui seront attisées par la concurrence grandissante dans l'accès aux ressources naturelles.

La persistance de la conflictualité, sous des formes qui vont sans doute continuer à évoluer, est donc hautement probable. Elle sera fortement alimentée par la montée des inégalités. Sous l'effet du changement climatique, les flux migratoires que nous connaissons déjà, comme ceux des populations sahéliennes vers les pays côtiers, auront tendance à s'intensifier (Dadush, 2010). Pour les pays qui ne possèdent pas les infrastructures adaptées, ces mouvements de population représentent des risques très importants d'instabilité politique.

La question urbaine

La vigueur de l'urbanisation, unique par son rythme et son ampleur, va aussi fortement peser sur la capacité de l'Afrique à se projeter en termes de puissance.

La démographie africaine soulève en effet la question de la capacité des autorités locales à loger, déplacer, soigner, nourrir 1,3 milliard de personnes supplémentaires d'ici à 2050. L'urbanisation du continent est rendue particulièrement complexe par la coexistence des institutions coutumières et formelles qui génèrent une définition floue des droits fonciers.

Paradoxalement, les villes subsahariennes risquent également d'être trop petites pour être compétitives par rapport aux métropoles internationales. En effet, plus une ville est importante, plus les coûts unitaires (comme les infrastructures) sont amortis. Ainsi, on estime qu'une ville de 10 millions d'habitants supporte des coûts unitaires inférieurs d'environ 40 % par rapport à ceux que supporterait une ville de 100 000 habitants (BAD, 2011). Pour que l'Afrique subsaharienne soit compétitive à l'échelle mondiale, il faudra que les métropoles africaines soient beaucoup plus grandes qu'aujourd'hui (Collier *et al.*, 2008). L'urbanisation en Afrique subsaharienne est donc confrontée à un double défi : viabiliser et croître.

Le déficit de biens et de services publics en zone urbaine risque d'accentuer le caractère inégalitaire de la croissance économique que nous observons. Congestionnées, les villes pourraient ne plus être capables de jouer leur rôle de « creuset social » et d'intégration des populations de religions et de nationalités différentes. Ce point apparaît particulièrement problématique compte tenu que la diversité ethnique et religieuse ne manquera pas de croître à mesure que les flux migratoires augmenteront.

LA QUESTION ENVIRONNEMENTALE

L'embellie économique du continent africain se fait au détriment de la qualité des terres arables, de la superficie des forêts ou encore du stock de ressources énergétiques et minières qui constituent son capital naturel⁸. Cette érosion, moteur et victime du renouveau économique actuel, appauvrit le continent et hypothèque la croissance future rendue pourtant indispensable par la dynamique démographique.

Ainsi, la Banque mondiale (2011) estime que le capital naturel africain a diminué de 13 % entre 1995 et 2005 et de 30 % si l'on tient compte de l'augmentation de la population. Pour ne citer que quelques exemples, 3,4 millions d'hectares de forêts ont disparu chaque année en Afrique entre 2000 et 2010, trois fois plus que la moyenne mondiale, tandis que l'érosion des sols, leur surexploitation (manque de jachères et surpâturages) et la déforestation ont directement contribué à la baisse des rendements agricoles. Si la tendance se poursuit, ces derniers pourraient diminuer de 17 % à 30 % d'ici à 2020, de 50 % d'ici à 2060 (BAD, 2011), complexifiant encore davantage les problématiques de sécurité alimentaire. Le continent sera aussi l'une des premières victimes mondiales du réchauffement climatique : celui-ci va impacter d'une manière encore difficile à cerner, mais sans nul doute très importante, les rendements agricoles dans les modes d'exploitation non irrigués en raison de l'instabilité climatique, tandis que les événements extrêmes infligeront des dommages croissants aux populations et à l'économie. La montée des eaux maritimes en zone côtière va également concerner les centaines de millions d'habitants qui vont s'y masser de plus en plus. Le « coût de la croissance » pour les économies africaines pourrait s'en trouver encore relevé.

Si ces questions sont si importantes sur le plan politique, c'est à la fois parce que les contraintes environnementales pourraient faire plafonner la croissance et rendre plus difficile la résolution des défis sociaux du continent, mais aussi parce que la mauvaise gestion des ressources naturelles, les tensions dans l'accès à ces dernières, les mouvements de populations générés par les transformations physiques du continent et le climat auront des impacts directs sur la génération des conflits, leur sévérité, leur durée, leur étendue et, finalement, la capacité du continent à se projeter comme acteur mondial.

Autant que le défi d'une croissance soutenue, la soutenabilité de la croissance apparaît donc être l'enjeu majeur du développement africain et de son destin politique global. Le continent a certes les moyens, avec des politiques intelligentes, de faire face aux enjeux de la bonne gestion de ses ressources naturelles comme de ses territoires. Mais la prise de conscience de la nature de ces problèmes doit beaucoup progresser dans un continent encore affamé, soumis de l'extérieur à des recommandations de politique économique rarement convergentes et subissant des pressions considérables de la part d'acteurs publics et privés inter-

nationaux dont l'exploitation de ses ressources naturelles est la raison d'être. Sous cet angle, le destin de l'Afrique dépend aussi de la qualité de la gouvernance globale et des politiques mondiales.

CONCLUSION

Le XXI^e siècle sera celui de l'Afrique. Nous assistons à la naissance d'un nouveau pôle économique, social et culturel mondial, qui va chaque année davantage s'affirmer et construire sa place sur la scène internationale. Ce continent va s'imposer géographiquement comme un centre de gravité, posé au confluent de l'Europe, de l'Amérique et de l'Asie.

L'Europe est placée de manière exceptionnelle pour tirer parti de la croissance de son partenaire historique, si elle sait saisir les opportunités au moment où il est encore temps. De tous les pays d'Europe, la France est celui qui a le plus besoin de cette nouvelle locomotive dans le train défaillant de son commerce extérieur et de son rayonnement. Valorisant sa capacité à faire le lien entre l'Europe et son sud, proche et loin, comme un argument majeur de la légitimité de son *leadership* au sein de l'Europe, elle a intérêt à favoriser et accélérer la transformation de cet essor économique en force politique. Tout ce qui renforce le sud renforce la France dans l'Europe. Ainsi, la renaissance africaine, aussi imparfaite et lente qu'elle soit, aussi risquée qu'elle demeure, aussi aventureuse qu'elle apparaisse, représente l'une des rares excellentes nouvelles pour notre pays au début du XXI^e siècle et une cause de mobilisation enthousiaste de son industrie, de sa finance, de sa culture et de ses acteurs publics.

NOTES

1. *Doing Business indicators (2014)*.
2. *World Bank indicators*.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. Emerging Market Private Equity Association (EMPEA).
6. *Program for Infrastructure Development in Africa: Transforming Africa through Modern Infrastructure*.
7. La distinction entre « Pays exportateurs de pétrole », « Pays à revenu intermédiaire », « Pays à faible revenu » et « États fragiles » est une classification faite par le FMI.
8. Le capital naturel fait référence à la valeur des terres agricoles, pâturages, forêts, zones protégées, ressources énergétiques et minérales.

BIBLIOGRAPHIE

- ACET (African Center for Economic Transformation) (2014), *Growth with Depth*.
- AFD (Agence française de développement) (2011), *Comment bénéficier du dividende démographique*.
- BAD (Banque africaine de développement) (2011), *L'Afrique dans 50 ans, vers une croissance inclusive*, août.
- BAD (2012), *Inégalités de revenus en Afrique*, mars.
- BAD (2013), *Rapport OMD 2013*, juin.
- BANQUE MONDIALE (2011), *The Changing Wealth of Nations – Measuring Sustainable Development in the New Millennium*.
- COLLIER P., CONWAY G. et VENABLES T. (2008), « Climate Change and Africa », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 24, n° 2, pp. 337-353.
- DADUSH U. (2010), « In 2050, A World Transformed », Carnegie Endowment for International Peace.
- FMI (Fonds monétaire international) (2013), *Perspectives économiques régionales*, octobre.
- FOURÉ J., BÉNASSY-QUÉRÉ A. et FONTAGNÉ L. (2012), « The Great Shift: Macroeconomic Projections for the World Economy at the 2050 Horizon », Cepii, *Document de travail*, n° 2012-03, février.
- KHARAS H. (2010), « The Emerging Middle Class in Developing Country », OCDE, Development Centre, *Working Paper*, n° 285.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2013), *Perspectives économiques en Afrique – Transformation structurelle et ressources naturelles*, mai.
- SÉNAT (2013), *L'Afrique est notre avenir*, rapport d'information.
- VÉDRINE H., ZINSOU L., THIAM T., SEVERINO J.-M. et EL KAROUI H. (2013), *Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France*, ministère de l'Économie et des Finances, rapport au ministre.

